

Du 11 au 17 mai 1995

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

Le Canada déplore l'essai nucléaire chinois

Le 15 mai 1995, n° 91

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a déploré le dernier essai d'armes nucléaires mené par la Chine et a invité le gouvernement chinois à honorer l'obligation que lui fait le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de poursuivre son désarmement nucléaire de bonne foi. « Ce dernier essai chinois viole manifestement l'esprit positif qui a mené à la reconduction indéfinie du TNP appuyée par la Chine il y a seulement trois jours. Le Canada invite la Chine à cesser ses essais et à respecter les moratoires sur les essais nucléaires observés par les autres États dotés d'armes nucléaires », a déclaré M. Ouellet.

M. Ouellet accueille le vice-premier ministre de la Jamaïque

Le 15 mai 1995, n° 90

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur de la Jamaïque, M. Seymour Mullings, effectuera une visite au Canada, les 16 et 17 mai. Se réjouissant de cette visite, M. Ouellet a souligné que l'an dernier des consultations de haut niveau avaient eu lieu avec la Jamaïque, par exemple lors de la visite au Canada en juillet du premier ministre de ce pays, M. P.J. Patterson. « Cette visite atteste des excellentes relations qu'entretiennent nos deux pays. La Jamaïque est un de nos plus importants partenaires commerciaux et politiques des Caraïbes », a déclaré M. Ouellet. Il a indiqué que tous deux discuteront du suivi du Sommet des Amériques, de questions touchant Haïti et Cuba et de la prochaine assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) qui se déroulera à Port-au-Prince, en Haïti, du 5 au 10 juin 1995.

Le Canada se réjouit de la prorogation indéfinie du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Le 11 mai 1995, n° 89

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a salué la décision historique portant sur la prorogation indéfinie et inconditionnelle du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). « Cette décision représente un énorme succès pour la communauté mondiale. En faisant du TNP un élément permanent du droit international, nous nous sommes donné les moyens de poursuivre notre lutte contre la prolifération des armes nucléaires », a déclaré M. Ouellet.

DISCOURS

Comme vous le savez, l'Énoncé de politique étrangère a défini trois objectifs pour notre action internationale. Ces trois objectifs visent à appuyer les recommandations du Comité mixte et se renforcent mutuellement : la promotion de notre prospérité et de l'emploi; la protection de notre sécurité dans un environnement global stable; la projection de nos valeurs et de notre culture. Il va sans dire que la rencontre de ces objectifs passe par la pleine utilisation de tous nos instruments de politique étrangère, y compris ceux du commerce international et de l'aide internationale. L'examen des programmes a fixé pour le Ministère des réductions de 5, 10 et 15 p. 100 au cours des trois prochaines années. Nous avons essayé d'effectuer ces réductions de manière à en minimiser l'impact sur la livraison des programmes et la prestation de nos services aux Canadiens et aux Canadiennes. Nous atteindrons nos objectifs en réduisant nos services corporatifs, en augmentant nos frais payables par les clients, en coupant dans le montant de nos subventions et contributions aux organisations non gouvernementales, et en réduisant le personnel de nos grandes missions. Nous les atteindrons aussi par d'autres moyens administratifs, tel le ré-investissement des profits de certaines ventes de propriétés pour réduire les frais de location. J'ai tenu à éviter la fermeture de missions à l'étranger. En fait, le gouvernement est très intéressé par la possibilité d'étendre notre représentation à l'étranger par des moyens innovateurs. Nous pensons, en particulier, à la création de micro-missions, c'est à dire un ou deux employés canadiens appuyés par une plus large mission située ailleurs. Nous pensons aussi aux nouvelles possibilités de colocation avec d'autres pays, l'Australie par exemple. Ainsi, le budget principal du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international s'établit, pour 1995-1996, à 1,3 milliard de dollars, soit une réduction de 104,9 millions de dollars (7,5 p. 100) par rapport à l'année dernière.

Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, devant le Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international, à Ottawa (Ontario), le 16 mai 1995, 95/31.

En mars dernier, je suis allé en Inde, en compagnie de plus de 40 dirigeants canadiens d'entreprises, et ce que j'y ai vu m'a fort impressionné. À titre de secrétaire d'État du Canada pour l'Asie-Pacifique, j'ai visité de nombreux pays de cette région immense et diversifiée. Ce qui m'a le plus frappé, ce sont les progrès remarquables de l'Inde dans ses réformes vers une économie de marché, ainsi que les possibilités qu'elles offrent aux Canadiens qui entretiennent déjà des liens historiques si étroits avec l'Inde. Ces liens constituent une assise solide sur laquelle nous pouvons ériger des relations bilatérales plus responsables dans l'ensemble de nos activités, et plus particulièrement dans les domaines où nous pouvons nous ouvrir mutuellement des débouchés économiques et commerciaux. Nous devrions maintenant consacrer toute notre énergie à améliorer ces relations amicales et constructives. Vous pourriez, à juste titre, demander comment y parvenir. La réponse tient dans notre communauté d'intérêts, dans le partage de nos aspirations face à l'avenir et dans notre appartenance à la plus vaste famille des pays de l'Asie-Pacifique. [...] Au Canada, nous avons préparé une stratégie avant-gardiste nommée « Pleins feux sur l'Inde » qui sera la pierre angulaire de nos efforts de développement des affaires. « Pleins feux sur l'Inde » est fondé sur l'approche « Équipe Canada » qui engage les gouvernements fédéral et provinciaux et, de loin ce qui importe le plus, le secteur privé. L'objectif de cette stratégie est non seulement de mettre le Canada davantage en évidence dans le milieu commercial de l'Inde, mais aussi de faciliter les rapports commerciaux indo-canadiens, ainsi que le partage de technologie et de connaissances spécialisées avec l'industrie indienne.

Notes pour une allocution de l'honorable Raymond Chan, secrétaire d'État (Asie-Pacifique), devant l'Association de gens d'affaires indo-canadienne, à Surrey (Colombie-Britannique), le 5 mai 1995, 95/30.

Les problèmes sont bien connus. Les petites entreprises exportatrices doivent faire face à des exigences financières exceptionnelles ainsi qu'à d'importantes difficultés de financement. Les obstacles les plus fréquents sont l'accès au capital nécessaire pour assurer la croissance axée sur les exportations, l'obtention de la pleine valeur des créances étrangères sur marges de crédit d'exploitation et le financement limité des exportations vers les pays en développement. [...] Comme je l'ai dit, notre travail avec les banquiers a été fructueux. Il reste cependant encore beaucoup à faire si les banques veulent s'engager complètement à promouvoir les exportations canadiennes. [...] En ce qui concerne les mesures que je viens d'exposer, il faudrait accélérer le processus de mise en place et d'innovation, notamment dans deux domaines. En premier lieu, j'espère vraiment que le programme relatif aux créances étrangères, visant à combiner les ressources de la Société pour l'expansion des exportations et celles des banques dans le but d'améliorer le traitement de ces créances, puisse immédiatement passer au stade des essais auprès d'exportateurs canadiens. En second lieu, les cadres établis par la Société pour l'expansion des exportations en matière de partage des risques du financement à moyen terme avec les banques devraient passer le plus rapidement possible au stade opérationnel. Ces services financiers doivent tous les deux être mis à l'essai sur le marché. Les lacunes du soutien financier à l'exportation offert aux petites et moyennes entreprises continueront d'être une préoccupation prioritaire pour le gouvernement. Si nous mettons en commun les ressources et les talents des secteurs public et privé, des gouvernements, des banques et des entreprises, nous en récolterons alors les fruits sur les marchés internationaux tout en créant emplois et croissance chez nous.

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, à l'occasion du séminaire de l'Association des banquiers canadiens sur le financement du commerce extérieur, «Le monde est notre marché», à Toronto (Ontario), le 15 mai 1995, 95/29.

À VENIR :

- | | |
|------------------|---|
| 5-10 juin : | 25 ^e Assemblée générale de l'OEA (Port-au-Prince, Haïti) |
| 15-17 juin : | Sommet du G-7 (Halifax) |
| 4-15 septembre : | Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Beijing, Chine) |

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).

**This Week
in Trade
Foreign Policy**

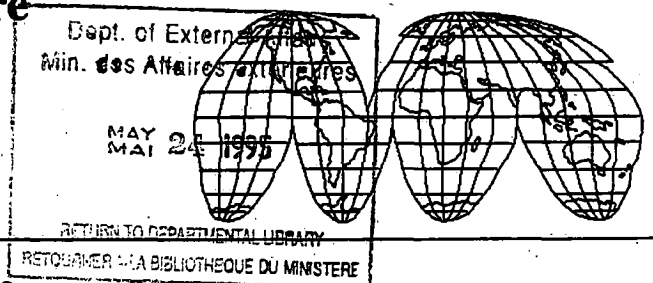
DCS

CA1
EA

T38

May 11-17, 1995
May 17,
1995
Copy 1

**Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine**



**Department of Foreign Affairs and International Trade
Foreign Policy Communications Division (BCF)**

(disponible en français)

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:**

Canada Deplores Chinese Nuclear Weapons Test Explosion

May 15, 1995, no. 91

Foreign Affairs Minister André Ouellet deplored the latest nuclear weapons test explosion carried out by China and called on the Chinese Government to respect its obligation under the Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT) to pursue nuclear disarmament in good faith. "This latest Chinese test clearly violates the positive spirit that led to the indefinite extension, supported by China, of the NPT just three days ago. Canada calls on China to cease all further testing and to adhere to the nuclear testing moratoria observed by the other nuclear weapons states," said Mr. Ouellet.

Ouellet Welcomes Visit of Jamaican Deputy Prime Minister

May 15, 1995, no. 90

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that Jamaica's Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade, Seymour Mullings, will pay a visit to Canada May 16 and 17. In welcoming the visit, Mr. Ouellet noted that a number of high-level consultations with Jamaica have taken place in the last year, including the visit of Jamaican Prime Minister P.J. Patterson to Canada in July. "This clearly underlines the excellent relations between our two countries. Jamaica is one of our most important commercial and political partners in the Caribbean," said Mr. Ouellet. He added that the two ministers plan to discuss the follow-up to the Summit of the Americas, issues concerning Haiti and Cuba, and the upcoming Organization of American States (OAS) General Assembly to be held in Port-au-Prince, Haiti, June 5-10.

Canada Welcomes indefinite Extension of Nuclear Non-Proliferation Treaty

May 11, 1995, no. 89

Foreign Affairs Minister André Ouellet welcomed a historic decision to extend the Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT) indefinitely and unconditionally. The NPT is the cornerstone of international efforts to prevent the proliferation of nuclear weapons. Its indefinite extension has been a key Canadian objective, as outlined in the Government's recent Foreign Policy Statement. A Canadian-presented resolution calling for the treaty's indefinite and unconditional extension was adopted without a vote at an international conference at the United Nations in New York. "This decision represents a tremendous achievement for the international community. By making the NPT a permanent feature of international law we have ensured our continuing ability to contain the spread of nuclear weapons," said Mr. Ouellet.

STATEMENTS

As you know, the Foreign Policy Statement has outlined three objectives for international action. These objectives aim to support the recommendations of the Joint Committee, and are mutually reinforcing: the promotion of our prosperity and employment; the protection of our security in a stable global environment; the projection of our values and our culture. Needless to say, in order to fulfil these objectives we will have to fully utilize all our foreign policy instruments, including international trade and international aid. The program review calls for reductions within the Department of 5, 10 and 15 per cent over the next three years. We have tried to implement these reductions in a way that will minimize the impact on program delivery and on the provision of our services to Canadians. We shall fulfil our objectives by reducing corporate services, increasing costs payable by clients, making reductions in the grants and contributions paid to non-governmental organizations, and reducing staff in our major missions. We shall also fulfil our objectives through other administrative means, such as reinvesting profits from certain property sales in order to reduce rental costs. I have done my utmost to avoid closing missions abroad. In fact, the Government is very interested in the possibility of finding innovative ways of extending our representation abroad. In particular, we are thinking of creating micro-missions, with one or two Canada-based employees supported by a larger mission located elsewhere. We are also considering new possibilities for joint leases with other countries, such as Australia. Thus the main estimates for the Department of Foreign Affairs and International Trade for 1995-96 total \$1.3 billion, a reduction of \$104.9 million (7.5 per cent) from last year.

Notes for an Address by the Honourable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, before the Standing Committee on Foreign Affairs and International Trade (Ottawa, Ontario, May 16, 1995, 95/31)

In March I travelled to India, accompanied by a delegation of over 40 Canadian business leaders, and I was most impressed with what I saw. As Canada's Secretary of State for Asia-Pacific, I have visited many

countries in this immense and varied region. What struck me most during my trip was the remarkable progress of India's program of free-market economic reforms and the potential this offers for Canadians, who already enjoy such profound historic ties with India. These linkages form a strong foundation on which we can build a more mature bilateral relationship across a whole range of activities, with the greatest emphasis being on our mutual economic and commercial opportunities. The Indo-Canadian community has maintained and nurtured its ties with India, and successive Canadian governments have encouraged this is to continue. It is a source of strength for both Canada and India, and provides depth to our relations. This was extremely evident during my visit to India, as many members of the trade delegation were Indo-Canadians.... Commercial opportunities will undoubtedly provide the backbone for a new era of Canada-India relations. While some of the firms accompanying me on my visit were experienced in the Indian market, most were newcomers to India. Many were small to medium-sized enterprises, which generate most of the new jobs in Canada, and which are the main target of our country's international business development strategy.... Here in Canada, we have developed a forward-looking strategy known as Focus: India, which will be the cornerstone of our business development efforts. Focus: India is a Team Canada approach that involves federal and provincial governments and, far more important, the private sector. It aims not only to raise Canada's commercial profile in India but to facilitate Canada-India business linkages, sharing technology and expertise with Indian industry.

Notes for an Address by the Honourable Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific), to the Indo-Canadian Business Association (Surrey, British Columbia, May 5, 1995, 95/30)

Small exporting businesses are faced with unique financial requirements and tough financial challenges. The most common difficulties are those of gaining access to capital for export-driven growth; getting full value for foreign receivables on operating lines of credit; and the limited availability of export financing to developing countries.... our work with the banks has resulted in some progress. However, much remains to be done if banks are to engage fully in fostering Canadian exports.... The pace of progress and innovation should be accelerated, particularly in two areas: first, I hope very much that the foreign receivables program, aimed at combining the resources of the Export Development Corporation and the banks to improve the treatment of foreign accounts receivables can move immediately into the pilot stage of testing with Canadian exporters; Second, the Export Development Corporation frameworks for risk sharing on medium-term financing with the banks should move as quickly as possible into the operational stage. Both of these new financial services need to be tested in the marketplace.... Addressing the gaps in the export financing support available to small and medium-sized enterprises will continue to be a priority for the Government. By pooling the resources and talents of both our public and private sectors, governments, banks and companies, we shall reap the rewards in export markets and generate jobs and growth at home.

Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the Canadian Bankers' Association "The World is our Market" Trade Finance Seminar (Toronto, Ontario, May 15, 1995, 95/29)

UPCOMING EVENTS

- June 5-10: OAS General Assembly (Port-au-Prince, Haiti)
- June 15-17: G-7 Summit (Halifax, Nova Scotia)
- September 4-15: UN World Conference on Women (Beijing, China)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other government departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "The Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

